

ABDESSELAM BOUCHOUAREB À L'APN

Aucun renoncement au 51/49
et au droit de préemption

Le ministre de l'Industrie a indiqué que le gouvernement n'a pas renoncé à la règle 51/49 et le droit de préemption, comme le lui ont reproché les députés de l'APN lors des débats sur le projet de code de l'investissement.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Nous n'avons pas abandonné la règle 51/49 et le droit de préemption mais nous les avons renforcés et adaptés. En l'état actuel de notre économie nous en avons plus que besoin», a-t-il souligné à l'issue des débats sur le projet, ajoutant «nous avons rendu applicable le droit de préemption même à l'étranger. Aussi, la règle 51/49 sera appliquée à l'importation et c'est la nouveauté que nous avons introduite».

Au deuxième jour de l'examen du texte relatif au code de l'investissement à l'Assemblée, les députés de l'opposition ont renouvelé leurs critiques à l'égard d'une «compradore» de l'avis de la députée du Parti des travailleurs, Nadia Chouitem, qui accuse les promo-

teurs de cette loi d'être au service des multinationales. «Il est question de délocalisation y compris vers l'Algérie de matériel rénové. C'est, en outre, la porte ouverte à l'esclavagisme ; cette loi est fondée sur le prétendu attrait des IDE ; le FMI dit qu'il y a une rétraction mondiale des investissements directs étrangers à l'exemple de la Chine où les IDE ont quitté en masse ce pays. Comment le ministre peut-il nous ramener les IDE, par les exonérations fiscales parafiscales et douanières tout azimut sans limite dans le temps ?», s'empare l'élue qui déplore qu'aucun secteur stratégique n'est protégé par la loi.

«Le ministre prétend nous ramener des IDE qui n'existent pas, ce n'est pas nous au PT qui le disons mais le FMI», note M^{me} Chouitem.

Et de souligner qu'il y a une récession économique et une baisse des recettes des hydrocarbures de 70%, et s'offusque que cette loi voudrait que l'Etat offre ses recettes fiscales et autres sous prétexte d'attirer les investisseurs étrangers. «C'est justement le caractère compradore de cette loi. La règle 51/49 est une règle souverainiste qui protège l'économie nationale, nous ne sommes pas un pays capitaliste ; L'Etat est en droit d'exiger une contrepartie et le minimum c'est qu'il y ait une partie de 51% pour l'Etat afin d'éviter que des transferts des capitaux vers l'étranger ne soient effectués», relève encore la députée qui avertit que le texte qui leur est présenté menace l'indépendance économique du pays.

Dans son message lors du 19 mai, le Président souligne que l'indépendance politique passe par l'indépendance économique et financière ; or, le code de l'investissement va à l'encontre de la lettre



Abdesslem Bouchouareb, ministre de l'Industrie.

du chef de l'Etat. Nous rejetons cette loi, au PT, nous vivons des craintes énormes, il s'agit de la souveraineté nationale. Cette loi prépare aussi les conditions à l'endettement extérieur qui va achever notre pays. Le PT a introduit 24 amendements à ce texte. La députée du

FFS, Baya Djenane, a, elle, prévenu contre les apprentis investisseurs qui se sont emparés du foncier sous prétexte d'investir, et ce, tant au niveau du littoral que des Hauts-Plateaux à l'instar de la wilaya de Béjaïa.

Y. D.

FINANCE ISLAMIQUE

Donner plus d'ampleur à l'économie participative

Pour certains, il n'existe pas encore de système socioéconomique alternatif au capitalisme, en dérive aujourd'hui. Pourtant, une véritable révolution mondiale est en train de s'opérer, donnant naissance à l'économie participative ou collaborative et pour laquelle le financement islamique assignera plus de dimension.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'alternative au modèle de la compétition effrénée et de l'individualisme, appliqué actuellement, consacre le contre-type de celui-ci. En effet, l'économie participative, déjà pensée par des économistes américains dans les années 90, a pour appui et pour finalité l'épanouissement de l'esprit communautaire et collaboratif dans une harmonie sociétale.

Cette nouvelle forme rompt avec celle de la société industrielle imposant une barrière entre les consommateurs et les producteurs. Concrètement, l'économie participative présente ses principes fondamentaux dans son appellation même : la participation de citoyens à la production d'une richesse com-

mune bénéfique pour l'ensemble des collaborateurs. Une économie qui donne naissance à ce qu'elle qualifie de pro-sommateurs (producteurs et consommateurs à la fois) ou encore co-créateurs.

Evidemment, ce modèle n'aurait pas fonctionné quelques décennies en arrière puisque ce sont, justement les nouvelles technologies de l'information et la démocratisation de la connexion internet qui ont permis son essor. La création et l'expansion des communautés virtuelles sont devenues plus simples grâce aux innombrables réseaux sociaux et aussi professionnels. Et la connexion d'individus, sur le plan international, partageant les mêmes centres d'intérêt ou idées entrepreneuriales donne plus de sens à l'économie participative aujourd'hui. Ainsi, des applications et sites sont nés dans ce sens afin que des particuliers mutualisent leurs biens (immobiliers, moyens de transports... les possibilités sont infinies), même au-delà des frontières. D'autres plateformes consacrent le financement d'idées innovantes élaborées par des jeunes. Et que des citoyens du monde peuvent participer à leur réalisation s'ils les jugent en faveur de l'intérêt général à travers un don sans contrepartie ou une participation au capital.

Il est vrai que ce modèle participatif n'a pas encore le poids que représente le capitalisme aujourd'hui, toutefois elle occupe une place de plus en plus croissante et engage de plus en plus de militants dans cette voie ; dans les pays occidentaux particulièrement. Car persuadés des retombées désastreuses que peuvent générer les dérives capitalistiques et spéculatives même au rang des Etats.

Dans ce contexte, les banques appliquant un financement islamique, également appelé participatif, peuvent apporter une véritable plus-value. Un financement qu'a conseillé Christine Lagarde, directrice générale du FMI, pour repenser le système ultra-capitalistique fondé sur l'intérêt spéculatif. Loin d'être un financement dogmatique, le financement islamique est simplement basé sur l'existence d'un véritable échange. Evidemment, il peut être passif à travers el moudaraba ou actif par el moucharaka (participation au processus décisionnel). Il existe d'autres formules pour ce financement qui excluent tout autant l'intérêt et minimise le facteur de l'incertitude; il ne s'agit là que des principales.

Un financement qui a, certainement, pris racine dans le monde arabo-musulman, mais

que les Occidentaux sont les premiers à investir, à fructifier, à enseigner et à s'en inspirer pour repenser le modèle économique actuel.

N. B.

POUR BLOQUER LA
SUPPRESSION DE LA
RETRAITE ANTICIPÉELe Snapest
appelle à une
union des forces

Dans un communiqué rendu public, le Snapest (syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) lance un appel aux organisations syndicales et au mouvement associatif pour faire un front commun contre le nouveau projet de loi sur les départs à la retraite.

Le projet de loi modifiant l'ordonnance 97/13 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge et la suppression de la retraite anticipée attire les foudres du partenaire social. Le syndicat du Snapest se joint aux nombreux contestataires déjà inscrits sur la liste des opposants de cette loi.

Dans une déclaration rendue publique, le Syndicat appelle l'ensemble des organisations syndicales et le mouvement associatif à s'unir contre tout ce qui touche à l'atteinte des droits et des acquis des travailleurs. Le syndicat s'inscrit d'ores et déjà dans tout éventuel mouvement de protestation pour bloquer ce projet.

«Nous nous engageons et nous nous inscrivons en force avec les autres syndicats dans tous les mouvements de protestation en mesure de bloquer ce projet. Nous sommes prêts à annuler nos congés annuels et ne pas attendre la rentrée sociale et scolaire pour déclencher des grèves, car tous les indices montrent que le gouvernement veut accélérer le passage de cette loi avec des moyens légitimes ou illégitimes», dénonce le syndicat qui estime que le gouvernement, à travers ses mesures, fait dans le bricolage, dans l'absence de vraies mesures d'alternatives et de réformes à long terme dans tous les secteurs.

S. A.

APRÈS LA PROTESTATION DES TRAVAILLEURS DE LA SNVI,
DE SONATRACH, C'EST AU TOUR DE CEUX DE ANABIBLe front du refus contre le relèvement
de l'âge de départ à la retraite s'élargit

«Retraite pour tous» est le slogan devenu très populaire ces derniers jour, notamment chez les syndicalistes et les adhérents de l'UGTA.

En effet, répondant à la décision prise par les trois partenaires de la Tripartite (Gouvernement, Patronat et Ughta) de relever l'âge du départ à la retraite et probablement de supprimer d'autres avantages en faveur des travailleurs, des milliers de travailleurs protestent. Ceux des 5 unités de Anabib (1 000 travailleurs) (unités PAF, PTS

Altumet et unité Siège) toutes basées à la zone industrielle de Réghaïa (Est wilaya d'Alger) ont rejoint le mouvement de protestation. Ils ont, à l'occasion, organisé une journée de protestation suivie par l'ensemble des travailleurs.

C'est donc le syndicat du Goupe Anabib affilié à l'Ughta qui a appelé à cette action. «Nous

sommes contre la décision du gouvernement de supprimer le choix du départ à la retraite anticipée, contre le relèvement de l'âge du départ à la retraite après 32 ans de service. En clair, nous sommes mobilisés pour défendre les acquis sociaux des travailleurs», nous a déclaré Djamel Maouche, chargé de l'organique de la section syndicale. Il est approuvé par le secrétaire général du syndicat Groupe, Djamel Timzi.

Les responsables du Syndicat

Anabib, qui est affilié à l'Ughta, fustigent Sidi Saïd, le SG de la centrale syndicale. Ils accusent ce dernier de complaisance, voire de complicité avec le patronat et le gouvernement, au détriment des intérêts des travailleurs. «Sidi Saïd fait de la politique. Nous lui disons si tu veux faire de la politique, crée un parti politique et laisse le syndicat aux travailleurs et aux syndicalistes», nous ont-ils confié, sans dissimuler leur colère.

Abachi L.